

## Bulletin d'histoire politique

# Victor-Lévy Beaulieu et la question nationale irlandaise

André Poulin



Volume 18, numéro 3, printemps 2010

Le Québec, l'Irlande et la diaspora irlandaise

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054824ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054824ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique

VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Poulin, A. (2010). Victor-Lévy Beaulieu et la question nationale irlandaise. *Bulletin d'histoire politique*, 18(3), 37–48. <https://doi.org/10.7202/1054824ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2010

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# Victor-Lévy Beaulieu et la question nationale irlandaise

André Poulin

Département d'histoire  
Université de Sherbrooke

Victor-Lévy Beaulieu a publié en 2006 *James Joyce, l'Irlande, le Québec, les mots*<sup>1</sup>. Ce livre complexe et multiple, qui se veut à la fois une biographie de Joyce, un essai critique et un récit historique sur l'Irlande et le Québec, a reçu de nombreux éloges bien mérités de la part de la communauté littéraire. Dans un numéro spécial de *L'Action Nationale*<sup>2</sup> dédié à ce livre et à son auteur, Jacques Pelletier, militant socialiste et indépendantiste bien connu, nous explique pourquoi il avait accepté la direction de ce dossier malgré qu'il fût « profondément blessé » par la prise de position de Victor-Lévy Beaulieu en faveur de l'Action démocratique du Québec lors de la campagne électorale de 2007<sup>3</sup>. Il était prêt à passer l'éponge sur cet « égarement » parce que, selon lui, cette œuvre doit être vue comme « la plus importante de la littérature québécoise contemporaine, tous genres confondus »<sup>4</sup>. Si ce livre réjouit l'amateur de grande littérature, il laisse toutefois perplexe l'historien. Cet article se penchera sur le contenu historique de cette importante contribution à la littérature québécoise.

Le premier constat que l'on peut faire est qu'à l'occasion, le contexte historique est déformé sous la plume de Victor-Lévy Beaulieu. Par exemple, il écrit qu'en 1922, l'année de publication de *Ulysse*, « Mussolini s'empara du pouvoir par un sanglant coup d'état, et que partout en Europe on devenait hystérique juste à la pensée qu'on ferait peut-être bientôt face à un deuxième conflit mondial » (p. 1016). Or la réalité est beaucoup moins spectaculaire. La « Marche sur Rome » fut tout sauf un coup d'état sanglant. Pour reprendre les mots de Pierre Milza et Serge Berstein, spécialistes de l'Italie fasciste, « sur le plan insurrectionnel, la "Marche sur Rome" est un événement d'une ampleur médiocre »<sup>5</sup>. Ce jour-là, sous une forte pluie, 26 000 Chemises noires piètrement armées et sans vivres ont marché sur la capitale italienne où les attendaient 28 000 soldats bien armés.

Aucun affrontement n'eut lieu, le roi Victor-Emmanuel III avait déjà pris la décision de remettre le pouvoir à Mussolini. Ce dernier, d'ailleurs, suivait les événements bien à l'abri à Milan, prêt à quitter le pays au cas où les choses tourneraient mal. De plus, prétendre qu'en 1922 l'Europe était en proie à une hystérie collective devant la menace d'un second conflit mondial est loin de décrire l'atmosphère générale qui régnait en Europe aux lendemains de la Grande Guerre. Encore en 1938, qui prenait au sérieux Churchill lorsqu'il déclara à la suite de l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne que : « L'Europe se trouve en face d'un programme d'agression soigneusement préparé et minuté qui s'exécute étape par étape » ?<sup>67</sup>

S'il est inutile de poursuivre l'énumération de ces quelques erreurs, puisqu'elles n'enlèvent rien au récit, la question nationale irlandaise telle que présentée par Victor-Lévy Beaulieu dans son ouvrage mérite toutefois qu'on s'y arrête plus attentivement. À la lecture de *James Joyce, L'Irlande, le Québec, les mots*, on constate que l'auteur n'a pas su faire ressortir la nature, la complexité, et les objectifs variés des différents mouvements nationalistes irlandais. De cela découle une vision déformée de l'évolution historique de l'Irlande au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle qui porte en elle les déceptions de l'auteur à l'endroit du mouvement nationaliste québécois :

[...] l'Irlande et le Québec se ressemblent, tous deux catholiques à gros grains et incapables de faire l'indépendance avec la fureur, la frustration et leur fougue. Toujours dans l'en-deçà du rêve et de la Terre promise, chaque fois déçus lorsque, tables de la Loi sous le bras, apparaît le Messie. Ce n'est jamais celui qu'on attendait ; et le Messie lui-même ne reconnaît pas la terre sur laquelle il met les pieds : O'Connell, Parnell, Emmet pour l'Irlande, Duplessis, Lévesque, Bouchard pour le Québec, mêmes mirages, mêmes illusions, mêmes désillusions par peur de réussir l'acte de libération, par peur de ne pas être à la hauteur, par peur de ressembler à Ulysse et d'être pris à naviguer sur des mers inconnues et, de ce seul fait, incontrôlables comme l'est l'état de la lumière (p. 652).

Il n'est pas question ici d'élaborer sur l'utilisation du dogme de la Sainte Trinité pour représenter les dirigeants nationalistes, ni sur le choix discutable de certains des messies québécois. L'objectif sera d'analyser la question nationale irlandaise telle que vue par Victor-Lévy Beaulieu à travers les trois « messies » que sont Robert Emmet, Daniel O'Connell et Charles Stewart Parnell. Ironiquement deux des trois « messies », Parnell et Emmet, étaient protestants. Tous, cependant, ont partagé le même sort tragique. Aucun n'a réussi à libérer l'Irlande du joug britannique, selon Victor-Lévy Beaulieu, soit parce qu'il a été trahi par son peuple, soit qu'il n'avait plus la force de poursuivre sa mission. Mais ces hommes partageaient-ils les mêmes idéaux et ont-ils échoué dans la réalisation de leur projet politique pour les raisons évoquées par Victor-Lévy Beaulieu ?

Commençons par le premier, Robert Emmet (1778-1803). Bien qu'il occupe une place enviable au panthéon des rebelles et martyrs irlandais, il

est surprenant de voir Emmet en compagnie de O'Connell et Parnell. Emmet, à l'encontre des deux autres, est une des figures de proue du mouvement républicain irlandais qui prône la lutte armée comme unique moyen de libération de la patrie. Ce mouvement a pris naissance au temps de la Révolution française sous la conduite d'un avocat protestant, Theobald Wolfe Tone (1753-1798). Influencé par les idéaux républicains de la Révolution française, celui qui sera considéré comme le père du républicanisme irlandais fonda en 1791 la « Société des Irlandais Unis » qui militait de manière non violente pour une réforme constitutionnelle du parlement irlandais. En raison des sympathies pro-françaises ouvertement affichées par Wolfe Tone, la « Société des Irlandais Unis » fut déclarée illégale et démantelée par les forces britanniques en 1794, quelques mois seulement après l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne contre la France révolutionnaire. Le passage à la clandestinité radicalisa cette société. Son nouveau programme proposait désormais la rupture complète du lien entre l'Irlande et la Grande-Bretagne comme seul remède à tous les maux politiques de l'Irlande :

Renverser la tyrannie de notre exécration gouvernement, briser les liens qui nous attachent à l'Angleterre, source ininterrompue de tous nos malheurs politiques, et conquérir l'indépendance de ma patrie, voilà mes objectifs. Unir tout le peuple d'Irlande, abolir le souvenir de toutes les dissensions passées, substituer le nom commun d'Irlandais aux dénominations particulières de protestants, catholiques et *dissenters*, voilà mes moyens<sup>7</sup>.

Pour réaliser son projet, Wolfe Tone sollicita l'aide de la France révolutionnaire. L'insurrection armée eut lieu en 1798. Elle fut brutalement réprimée. Wolfe Tone n'eut pas le temps d'y participer, il fut capturé alors qu'il se trouvait toujours sur un navire français en route vers l'Irlande. S'étant vu refuser le privilège d'être fusillé dans l'uniforme militaire français qu'il portait lors de son arrestation, les autorités anglaises voulaient plutôt le pendre sur la place publique pour en faire un exemple, Wolfe Tone se suicida dans sa cellule de prison<sup>8</sup>.

L'insurrection ratée de 1798 allait avoir de lourdes conséquences pour l'Irlande. Afin d'assurer son hégémonie sur l'île d'Érin, le gouvernement britannique proclama l'Acte d'Union qui prit effet le 1er janvier 1801. Cet acte abolissait le parlement irlandais et intégrait l'île au « Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande ». Désormais, les questions irlandaises allaient être débattues à Westminster. Malgré tout, l'entrée en vigueur de l'Acte d'Union suscita peu de réactions de la part de la population irlandaise, si ce n'est de la tentative de soulèvement de Robert Emmet, un des rares membres des « Irlandais Unis » toujours vivants. Accompagné de quelques hommes mal armés, Emmet se lança à l'assaut du Château de Dublin, siège historique du pouvoir exécutif irlandais, dorénavant le siège de l'administration britannique. Lui et ses hommes n'atteignirent jamais

le Château, l'insurrection fut aisément réprimée. Comme Wolfe Tone, Emmet fut condamné à mort. Ses dernières paroles inspireront les futures générations de républicains irlandais. Avant de mourir, il déclara : « qu'on n'inscrive aucune épitaphe sur ma tombe tant que l'Irlande ne sera pas libre »<sup>9</sup>.

Avec Wolfe Tone et Emmet naissait le mouvement républicain. Bien qu'il demeure marginal au XIX<sup>e</sup> siècle, ce mouvement fut loin d'être silencieux. Les « Jeunes Irlandais », d'une part, et le mouvement *Fenians*, connu aussi sous le nom d'*Irish Republican Brotherhood (IRB)*, d'autre part, en prenant tous deux les armes gardaient en vie l'idéal des fondateurs du républicanisme irlandais. Cet idéal était toujours présent au début du XX<sup>e</sup> siècle et allait animer la nouvelle génération de républicains qui prirent les armes lors du soulèvement de Pâques en 1916. Sous la plume de Victor-Lévy Beaulieu, cependant, le soulèvement de Pâques s'inscrit dans la logique des actions et des idées des deux autres « messies » irlandais que sont O'Connell et Parnell.

Si Victor-Lévy Beaulieu ne présente pas le mouvement républicain à sa juste valeur, il en va tout autrement pour Daniel O'Connell. *James Joyce, l'Irlande, le Québec, les mots* renferme de très belles pages sur ce grand tribun irlandais. Victor-Lévy Beaulieu, quoiqu'il passe sous silence la campagne de O'Connell pour l'émancipation des catholiques et l'abolition de la dîme à l'église protestante, nous raconte avec grand talent son élection au parlement de Westminster, son combat pour la révocation de l'Acte d'Union, sa reculade à Clontarf, son arrestation, sa perte de popularité et son pèlerinage à Rome qu'il n'accomplira jamais, mourant en chemin :

O'Connell était le grand héros de la résistance passive irlandaise. Brillant avocat, il avait cessé de pratiquer le droit pour prendre la tête du mouvement autonomiste irlandais. Formé dans les grandes écoles britanniques, O'Connell croyait aux valeurs démocratiques qu'on lui avait enseignées. En s'armant de patience pour faire l'éducation du peuple, en jouant à fond les règles du parlementarisme anglais, ne cessant de revendiquer, de manifester, O'Connell pensait que l'Irlande, à défaut de redevenir souveraine, pourrait jouir d'une autonomie politique qui lui permettrait d'être maîtresse de son destin. Ce n'était pas un extrémiste. Il était plutôt persuadé que s'opposer à l'Angleterre par la violence lui donnerait le prétexte qu'elle attendait pour écraser définitivement un peuple qui n'en finissait pas de lui faire problème. Considéré comme le plus grand tribun à avoir jamais vu le jour en Irlande, [...]. Quand le parlement de Londres refusait de l'entendre en sa qualité de député, il s'en retournait en Irlande et mobilisait le peuple dans d'énormes meetings regroupant d'un seul coup plus de cent mille personnes. Savait, du haut d'une estrade, haranguer la foule. Savait aussi jusqu'où il pouvait aller à chauffer aussi le monde, mais en l'empêchant toujours de recourir aux armes (p. 258).

Plus d'un million d'Irlandais convergèrent vers les plaines de Clontarf, un lieu sacré pour les patriotes car ils y avaient jadis vaincu les Danois, [...]. Symboliquement, l'énorme rassemblement de Clontarf et son succès revêtaient une grande importance. Les protestants firent des pieds et des mains pour que le gouverneur-général de l'Irlande,

par proclamation, interdit le meeting de Clontarf. Le peuple s’y trouvait déjà, on bâtit l’estrade du haut de laquelle O’Connell prendrait la parole et demanderait à tous les Irlandais de faire front commun avec lui. Au désarroi des partisans, O’Connell s’en retourna chez lui sans haranguer la foule. On l’accusa d’être plus démocratique que ne l’était le gouvernement de Londres et de faire rater ainsi au peuple irlandais son rendez-vous le plus significatif avec l’histoire (p. 260-261).

Si O’Connell n’était pas un extrémiste, comme le souligne Victor-Lévy Beaulieu, il n’était cependant pas un partisan des valeurs démocratiques, telles qu’on les conçoit aujourd’hui. Il était plutôt un libéral du XIX<sup>e</sup> siècle. Comme le souligne Maurice Goldring : « O’Connell n’était ni républicain, ni indépendantiste. Il voulait des structures de pouvoir irlandaises qui permettraient aux couches éduquées et riches issues de la population catholique de prendre des décisions pour les affaires intérieures irlandaises et d’accéder à des postes administratifs élevés »<sup>10</sup>.

Avec la mort de O’Connell ne disparut pas le rêve d’abroger l’Acte d’Union et de rétablir le parlement de Dublin. Quelque trente ans plus tard, le mouvement pour le *Home Rule* allait reprendre la lutte là où l’avait laissée O’Connell. À la tête de ce mouvement, on retrouve Charles Stewart Parnell, le troisième « messie » irlandais. Comme O’Connell, Parnell ne put donner au peuple irlandais l’autonomie interne. Selon Victor-Lévy Beaulieu, cet échec est lié à la chute de Parnell, tombé au combat pour cause d’adultère. Si la carrière politique de Parnell fut détruite par cette histoire de mœurs, l’échec du mouvement du *Home Rule* trouve son explication ailleurs.

Le mouvement pour le *Home Rule* a été fondé à Dublin en 1870. Ce mouvement politique ne cherchait aucunement à rompre les liens avec la Grande-Bretagne. Pour Jean Guiffan, le *Home Rule* était « une solution de compromis dans le cadre du Royaume-Uni, rejetant toute idée de séparatisme »<sup>11</sup>. Sous le *Home Rule*, Westminster conservait la politique impériale, Dublin serait maître de la politique nationale irlandaise. Ce mouvement fit son entrée sur la scène politique anglaise lors des élections de 1874 en faisant élire 59 députés sous la bannière de l’*Irish Parliamentary Party (IPP)*. Parnell en devint le chef l’année suivante après son entrée au parlement à la suite d’une élection partielle. Ce jeune protestant d’Irlande, converti à la cause irlandaise en réaction à l’exécution des *Martyrs de Manchester*<sup>12</sup>, se révéla rapidement un leader politique de premier plan. Malgré les qualités indéniables de Parnell et les efforts incessants déployés par les députés de l’*IPP* pour que le parlement britannique se penche sur la question irlandaise<sup>13</sup>, le *Home Rule* allait être propulsé à l’avant-scène de la politique anglaise uniquement au lendemain des élections de 1885. Lors de ces élections, le parti de Parnell réussit à faire élire 86 députés. Les libéraux de William Gladstone, qui firent élire 335 députés, avaient besoin du soutien de l’*IPP* pour gouverner puisque les conservateurs comptaient 249 députés.

Gladstone, qui avait déjà démontré une ouverture aux revendications irlandaises<sup>14</sup>, accepta, en échange de la fidélité du parti de Parnell, de déposer un premier projet de loi portant sur le *Home Rule*. Présenté au parlement en 1886, ce projet fut rejeté. Des libéraux dissidents, sous la conduite de Joseph Chamberlain, s'opposèrent au *Home Rule*. Cet échec força la tenue de nouvelles élections qui renvoyèrent les libéraux dans l'opposition.

L'alliance de Parnell et des libéraux eut d'importantes conséquences. Les conservateurs allaient devenir d'inconditionnels défenseurs de la cause unioniste. Randolph Churchill ne pouvait être plus clair lorsqu'il déclara lors d'une visite à Belfast : « Ulster will fight and Ulster will be right ». Tous les moyens pour contrer le *Home Rule* étaient donc légitimes. Cette alliance allait aussi faire de Parnell l'homme à abattre pour l'*establishment* anglais et le parti conservateur.

Victor-Lévy Beaulieu s'intéresse aux attaques menées à l'endroit de Parnell, cependant, il en attribue la responsabilité aux mauvaises personnes. Par exemple, en ce qui concerne les assassinats du nouveau secrétaire d'État pour l'Irlande, Lord Cavendish, et de son adjoint T. H. Burke, dans Phoenix Park le 6 mai 1882, il en attribue la responsabilité aux « extrémistes religieux protestants et catholiques » qui avaient selon lui « tout essayé pour ternir l'image de Parnell, avaient fait assassiner dans Phoenix Park les chefs anglais favorables à l'Irlande de Parnell, puis avaient tenté de l'associer à ces meurtres commandités en le faisant accuser de complicité » (p. 266). Si ces meurtres ont été commis par des extrémistes, ils l'ont été par des extrémistes républicains. En effet, ils furent l'œuvre des *Invincibles*, un groupe occulte lié aux *Fenians*. Victor-Lévy Beaulieu a toutefois raison, Parnell fut accusé d'avoir commandité ces assassinats. Cependant, les accusations ne venaient pas d'extrémistes religieux, mais de la voix de l'*establishment* anglais, le *Times*. Lors du procès intenté par Parnell contre le *Times*, il fut prouvé que les documents publiés par le journal étaient des faux. Parnell gagna la première manche.

Les accusations d'adultère allaient cependant avoir raison de ce dernier. Selon Victor-Lévy Beaulieu, Parnell tomba parce que « soudoyé par les extrémistes catholiques, le mari cocu porta l'affaire sur la place publique en poursuivant Parnell pour adultère » (p. 266). Il faut cependant chercher ailleurs les raisons qui ont motivé le capitaine O'Shea, le mari cocu, à poursuivre en justice le chef de l'*IPP*. La liaison de Parnell avec la femme de O'Shea, lorsque les accusations furent portées, était connue depuis plusieurs années par la classe politique anglaise. Certains ont avancé que le mari cocu, pour ne pas perdre sa part, attendit que sa femme ait touché un grand héritage pour aller devant les tribunaux. D'autres pensent que le *Times* a soudoyé le capitaine pour prendre sa revanche sur Parnell<sup>15</sup>. Une ou l'autre de ces explications écarte le récit proposé par Victor-Lévy Beaulieu.

Si les « extrémistes religieux » jouèrent un rôle dans la chute de Parnell, ce fut après la condamnation de ce dernier. Les non-conformistes libéraux, qui ne pouvaient accepter que leur parti s'associe avec Parnell, et l'Église catholique d'Irlande qui condamnait le comportement de Parnell, firent pression sur l'IPP pour qu'il démette leur chef de ses fonctions. Le parti décida à 45 contre 29 pour la destitution de Parnell. À partir de ce moment, le parti fut divisé en deux clans, anti-Parnell, majoritaire, et pro-Parnell, minoritaire. Épuisé et meurtri par ces attaques, Parnell mourut en 1891, à l'âge de 45 ans.

Malgré cette division, l'IPP et le projet du *Home Rule* allaient survivre à Parnell. Le retour de libéraux au pouvoir en 1892, qui devaient une nouvelle fois compter sur l'appui des députés irlandais pour gouverner, conduisit au dépôt du second projet de loi pour le *Home Rule*. Cette fois-ci, le projet fut accepté par la Chambre des communes le 1er septembre 1893. Une semaine plus tard, cependant, il fut rejeté par la Chambre des *Lords*, qui avait à cette époque le pouvoir de bloquer tout projet de loi.

Ce deuxième échec n'enterra pas définitivement la question du *Home Rule*. Elle refit surface lors des élections de 1910, au cours desquelles 272 libéraux, 272 conservateurs, 84 Irlandais *home rulers* et 42 travaillistes furent élus. Encore une fois, les libéraux avaient besoin des députés de l'IPP pour se maintenir au pouvoir. En échange du dépôt d'un troisième projet sur le *Home Rule*, les libéraux demandèrent aux députés de l'IPP de les soutenir dans leur projet de réforme constitutionnelle. Ce projet, le *Parliamentary Act* de 1911, avait entre autres comme objectif de restreindre à un veto suspensif d'une durée de deux ans le pouvoir de la Chambre des *Lords*. Rien ne semblait maintenant vouloir empêcher le *Home Rule* de devenir réalité, si ce n'est les protestants d'Ulster eux-mêmes.

Leur détermination à empêcher le *Home Rule* n'en était que renforcée. En septembre 1912, quelques mois après le dépôt du projet de loi sur le *Home Rule* (avril 1912), 218 206 Ulstériens signèrent une déclaration d'intention présentée par le Conseil Unioniste d'Ulster. Fondé en 1905, ce conseil, qui avait déjà voté la mise sur pied d'un gouvernement provisoire protestant en cas d'avènement du *Home Rule*, demandait maintenant aux signataires de ne pas reconnaître la légitimité d'un gouvernement irlandais issu du *Home Rule* et de s'engager à utiliser tous les moyens, même illégaux, pour parvenir à leur fin. Les milices unionistes firent leur apparition. Les républicains ne tardèrent pas à emboîter le pas. La situation était telle que le Consul de France à Dublin pouvait déclarer à la veille de la Première Guerre mondiale que : « l'Irlande est séparée en deux camps, munis chacun d'une véritable armée. Il suffirait d'une étincelle pour provoquer en Irlande une guerre civile »<sup>16</sup>.

Mais bien avant le dépôt du troisième projet du *Home Rule*, le mouvement nationaliste irlandais était en pleine mutation. L'échec de la voie

législative détourna la nouvelle génération de nationalistes de la politique constitutionnelle. De ce désintérêt va naître, selon Paul-Louis Dubois :

un mouvement profond, puissant et durable de renaissance ou de restauration nationale, destiné à affranchir la nation irlandaise de la dépendance intellectuelle de l'Angleterre, à lui refaire une vie propre au point de vue mental et moral, économique et social, à faire revivre en un mot une Irlande digne de ce nom, une Irlande irlandaise<sup>17</sup>.

Pour les promoteurs de ce « nouveau nationalisme », pour reprendre l'expression de Foster<sup>18</sup>, le caractère révolutionnaire de leur mouvement était clair. Comme l'a affirmé en 1899 Standish O'Grady, l'un des pères de la renaissance littéraire irlandaise : « Nous possédons maintenant un mouvement littéraire, cela n'est pas très important. Lui succédera un mouvement politique qui ne sera pas très important, non plus. Ensuite viendra un mouvement militaire qui sera, lui, d'une réelle importance »<sup>19</sup>.

Ce mouvement politique est bien sûr le *Sinn Féin*. Avant la Grande Guerre, selon Victor-Lévy Beaulieu :

Joyce s'avouait socialiste et, renversement encore plus spectaculaire, s'affichait comme nationaliste et sympathisant du *Sinn Féin* : le parlementarisme à la britannique n'était pas une solution au problème irlandais et Charles Stewart Parnell l'avait définitivement démontré. L'Irlande devait être libre, sans compromis ni compromissions. Le recours aux armes devenait donc légitime parce que nécessaire (p. 417).

Le *Sinn Féin* serait donc selon Victor-Lévy Beaulieu un parti socialiste révolutionnaire avant la guerre. Ce parti n'était même pas républicain à ce moment. C'est seulement après le soulèvement de Pâques 1916 que le parti prit son orientation radicale. D'ailleurs, Arthur Griffith, le fondateur du *Sinn Féin*, avait condamné le soulèvement. Il se rallia finalement à l'idéologie républicaine en 1917, après que De Valera devint président du parti.

Journaliste de profession, Griffith rédigea un ouvrage intitulé *The Resurrection of Hungary: a Parallel for Ireland*, son programme politique qui allait donner naissance en 1905 au mouvement nationaliste baptisé *Sinn Féin*, ce qui signifie « Nous-Mêmes » ou « Nous-Seuls »<sup>20</sup>. Dans ce livre, qui sera vendu à plus de vingt mille exemplaires, Griffith présenta dans ses grandes lignes les politiques mises de l'avant par la Hongrie pour se soustraire à l'autorité de l'Empire d'Autriche. Dans cet ouvrage, les Irlandais pouvaient y apprendre, entre autres, que les députés hongrois s'étaient retirés du parlement de Vienne et avaient mené pendant des années une politique de résistance passive contre l'autorité autrichienne. Cette lutte avait mené à la création d'un Empire bicéphale, l'Autriche-Hongrie, dans lequel la Hongrie avait gagné son autonomie interne. Il ne faisait aucun doute pour Griffith que l'Irlande devait suivre le chemin tracé par la Hongrie. Pour cette raison, il demandait aux députés irlandais de se reti-

rer de Westminster et de former un parlement à Dublin. Ces députés, légitimes représentants de la population irlandaise, allaient gouverner l'Irlande en boycottant les institutions britanniques et en ignorant Westminster. La résistance passive et non l'utilisation de la force armée était donc au cœur de son programme. De plus, Griffith n'était pas républicain avant la Première Guerre mondiale, il privilégiait la création d'une monarchie duale. Sur le plan économique, le programme du *Sinn Féin* s'inspirait de la pensée de Frederick List. Cet économiste autrichien conservateur proposait l'instauration d'une politique économique protectionniste. Sur ce point, Griffith était donc très loin des penseurs socialistes.

De plus, si Joyce eut des sympathies à l'égard du *Sinn Féin* elles durent être de très courte durée. Selon Brian Feeney, Joyce, même avant la Grande Guerre, considérait que le nationalisme (irlando-irlandais) prôné par Griffith était introspectif et culturellement appauvrissant<sup>21</sup>. D'ailleurs dans les pages d'*Ulysse*, Joyce s'est moqué de l'antisémitisme du fondateur du *Sinn Féin*, en attribuant la paternité du nom du parti au juif Leopold Bloom<sup>22</sup>.

Le mouvement militaire allait être à l'origine du soulèvement de Pâques 1916. Les journaux ont attribué cet événement à tort au *Sinn Féin*. Mais qui donc alors en était responsable? Selon Victor-Lévy Beaulieu, « À Dublin, les Irlandais menaçaient une autre fois de faire la révolution pour que le *Home Rule*, qui leur accordait l'autonomie devienne enfin force de loi » (p. 522). Plus loin sur les conséquences du soulèvement on peut lire : « Il y aura d'ailleurs rébellion en 1916, et celle-ci sera durement réprimée dans un bain de sang où des milliers d'Irlandais furent torturés et mis à mort » (p. 522) et « L'insurrection irlandaise de 1916 qui, dans un bain de sang, fut durement réprimée par l'Angleterre, obligeant encore des milliers et des milliers d'Irlandais à émigrer en Amérique » (p. 659).

Pour Victor-Lévy Beaulieu, les artisans du soulèvement sont des partisans du *Home Rule*. Or la réalité est tout autre. Les partisans du *Home Rule* ne se sont pas soulevés contre l'Angleterre. Au contraire, ils se sont enrôlés en grands nombres dans l'armée britannique croyant, comme John Redmond, le nouveau chef de l'*IPP*, que ce combat était juste puisqu'il avait comme objectif, selon les termes de la propagande britannique, la libération des petites nations de l'autoritarisme allemand. Pour Redmond, le sacrifice irlandais n'allait pas être vain. Le gouvernement anglais serait forcé de reconnaître la nation irlandaise et de lui accorder son émancipation puisque son combat était mené au nom de la liberté des petites nations.

Cette idée était très répandue au début de la guerre, comme en témoigne le nombre élevé de catholiques qui se sont enrôlés dans l'armée britannique. Leur motivation peut être résumée par la lettre de William Redmond, le frère de John, adressée à la nation irlandaise. Cet homme de

55 ans, gravement malade, d'ailleurs il ne reviendra jamais de la guerre, expliquait dans sa lettre pourquoi il s'était enrôlé dans l'armée :

Je voudrais que tous mes amis en Irlande sachent que, en joignant la brigade irlandaise et en partant pour la France, je crois sincèrement, comme tous les soldats irlandais, que je fais tout ce qui est en mon pouvoir pour le bonheur de l'Irlande<sup>23</sup>.

Alors, qui a participé au soulèvement de Pâques ? Ceux qui ont participé à cette rébellion sont plutôt les nationalistes radicaux qui puisent leur inspiration dans le renouveau culturel et la tradition républicaine. En résumé, ce sont les nationalistes qui rejetaient le *Home Rule*, car trop modéré, et qui désiraient instaurer par les armes une République. Pour ce groupe, la participation à la guerre était impensable, comme le souligne James Connolly : « nous ne servons, ni le roi, ni le Kaiser, mais l'Irlande »<sup>24</sup>. Ce groupe resta fidèle au vieil adage irlandais : les difficultés de l'Angleterre sont la chance de l'Irlande.

En ce qui concerne le bilan de l'événement, il est beaucoup moins spectaculaire que ne le prétend Victor-Lévy Beaulieu. En effet, au plus, 1600 volontaires ont pris part au soulèvement et le bilan des morts ne s'élève pas à plus de 450 (64 rebelles, 220 civils pris entre deux feux, 134 représentants des forces de l'ordre)<sup>25</sup> ; loin des milliers de morts avancés par Victor-Lévy Beaulieu. Par contre, la répression fut brutale, comme l'a souligné Victor-Lévy Beaulieu, 15 des dirigeants du soulèvement furent exécutés et l'armée procéda à l'arrestation de plus de 2500 nationalistes.

Les conséquences de cet événement semblent aussi échapper à Victor-Lévy Beaulieu. Selon lui, ce qu'il faut retenir c'est que l'échec du soulèvement contraignit des milliers et milliers de jeunes Irlandais à émigrer en Amérique. Or, durant la guerre, l'émigration était impossible. De plus, l'indépendance n'est pas un remède à l'émigration comme le laisse entendre Victor-Lévy Beaulieu. La République d'Irlande va connaître un solde migratoire positif seulement dans les années 1960, bien après son indépendance. Donc, quelles furent les conséquences de ce soulèvement ?

Ce qu'on oublie souvent c'est que la population irlandaise ne s'était pas rangée derrière les rebelles. Comment pouvait-on sanctionner ce soulèvement, alors que des milliers de jeunes irlandais se battaient en Europe et ailleurs. Comme le souligne Maurice Goldring : « Les héros de 1916 furent d'une certaine façon vaincus par le peuple irlandais lui-même avant de l'être par les canonnières anglaises »<sup>26</sup>. Cependant, très rapidement, cette défaite se transforma en victoire. Pour George Bernard Shaw, en exécutant les dirigeants du soulèvement, les autorités militaires et le gouvernement britannique avaient commis une grave erreur. Par ce geste, les Britanniques :

canonisaient leurs prisonniers en en faisant des héros: selon moi, ces hommes qui ont été tués de sang-froid après leur capture ou leur reddition étaient des prisonniers de guerre [...] Un Irlandais combattant les armes à la main ne fait rien d'autre que ce que ferait un Anglais si, par malheur, son pays était envahi et conquis par les Allemands [...] Les Irlandais fusillés iront désormais prendre place aux côtés d'Emmet et des Martyrs de Manchester [...] et rien, dans le ciel comme sur terre, ne pourra empêcher cela<sup>27</sup>.

Ces exécutions retournèrent l'opinion publique irlandaise contre les Anglais et en faveur des rebelles. Le *Sinn Féin*, devenu résolument républicain depuis le soulèvement de Pâques, devint le parti politique le plus important d'Irlande. L'affrontement avec la Grande-Bretagne devenait inévitable. Il eut lieu aux lendemains de la guerre, mené par Michael Collins à la tête de l'IRA. Incapables de poursuivre la guerre d'indépendance, les nationalistes irlandais furent contraints d'y mettre fin par le Traité anglo-irlandais, signé le 6 décembre 1921. Ces accords prévoyaient la création de l'État Libre d'Irlande qui, dans les faits, recevait le statut de Dominion, amputé de l'*Ulster*. Ce compromis qui ne pouvait plaire à l'ensemble des républicains déboucha sur une guerre civile, dont la conclusion ne modifia en rien le Traité signé à Londres. La question nationale n'était pas encore résolue, l'État Libre d'Irlande s'affranchit pacifiquement de Londres et se proclama République en 1948. De ce fait, la question nationale d'Irlande était devenue la question nationale d'Irlande du Nord.

Ce tour d'horizon de la question nationale irlandaise telle que présentée par Victor-Lévy Beaulieu dans *James Joyce, L'Irlande, le Québec, les mots* n'a certes pas donné entièrement crédit au travail de l'auteur. Ce livre contient de nombreuses merveilleuses pages et, en raison de sa longueur et de sa complexité, il mériterait sûrement une analyse plus approfondie. Cependant, il a mis en évidence certaines lacunes dans la représentation faite par Victor-Lévy Beaulieu de la question nationale irlandaise. Outre les quelques erreurs factuelles soulignées, on peut observer, en premier lieu, que le mouvement républicain et la tradition de la force armée n'occupent pas la place qui leur revient dans ce récit. Après tout, l'indépendance s'est faite par les armes. En deuxième lieu, la dynamique de la politique britannique n'est pas pleinement développée. Et finalement, ce qui est peut-être le plus important, en articulant la question nationale autour de trois «messies» qui connurent chacun une fin tragique et qui ne purent conduire leur peuple à la terre promise, l'auteur nous renvoie, nous Québécois, à notre propre incapacité de réaliser l'indépendance du Québec.

## Notes et références

1. Victor-Lévy Beaulieu, *James Joyce, l'Irlande, le Québec, les mots*, Éditions Trois-Pistoles, 2006, 1080 p.
2. VLB/Joyce, Lectures croisées, *L'Action Nationale*, mai-juin 2007.

3. Il faut dire que depuis les élections de 2007, Victor-Lévy Beaulieu a retiré son appui à l'ADQ et s'est présenté comme candidat du Parti indépendantiste.
4. J. Pelletier, «VLB et Joyce: rencontre sur les sommets de la littérature», *L'Action Nationale*, mai-juin 2007, p. 26.
5. P. Milza et S. Berstein, *Le Fascisme italien 1919-1945*, Paris, Seuil, 1980, p. 115.
6. Cité dans J. Guiffan, *Histoire de l'Europe au xx<sup>e</sup> siècle, 1914-1945*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1995, 180 p.
7. Cité dans P. Joannon, *Histoire de l'Irlande et des Irlandais*, Paris, Perrin, 2006, p. 215.
8. R. Kee, *The Green Flag. A History of Irish Nationalism*, Londres, Penguin, 1970, p. 144.
9. R. English, *Irish Freedom. The History of Nationalism in Ireland*, Londres, Pan Books, 2006, p. 120.
10. M. Goldring, «Les mouvements nationaux en Irlande, 1850-1920», *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°43, juillet-septembre, 1996, p. 51-52.
11. Jean Guiffan, *La question d'Irlande*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1989, p. 54.
12. Trois Fenians furent pendus à Manchester en 1867 pour leur participation à une tentative d'évasion de prison qui coûta la vie à des innocents.
13. Les députés de l'IPP pratiquaient l'obstruction parlementaire. Lorsqu'ils obtenaient la parole, peu importe le sujet débattu, les députés de l'IPP la conservaient le plus longtemps possible. Cette pratique fut abolie en 1881 lorsque la majorité parlementaire vota une loi limitant le temps de parole.
14. Arrivé au pouvoir, Gladstone s'était donné comme mission de «pacifier l'Irlande». En 1867, il déclara: «Le pays tout entier a senti se poser devant lui la question d'Irlande [...] L'Irlande a depuis des siècles, un compte ouvert avec ce pays et nous avons point assez fait pour le balancer en notre faveur. Si nous avons quelque sentiment chevaleresque, j'espère que nous ferons tous nos efforts pour effacer ces taches qu'aux yeux du monde civilisé notre traitement de l'Irlande imprime sur l'écusson de l'Angleterre». Voir à ce sujet R. Kee, *op. cit.*, p. 352 -375.
15. J. Guiffan, *op. cit.*, p. 66.
16. Cité dans P. Renouvin, *Le sentiment national et le nationalisme dans l'Europe occidentale*, Paris, CDU, 1963, p. 39.
17. Cité dans P. Joannon, *op.cit.*, p.381.
18. R. F. Foster, *Modern Ireland, 1600-1972*, Londres, Penguin, 1987, p. 431.
19. Cité dans P. Joannon, *op.cit.*, p. 382.
20. Brian Feeney, *op. cit.*, p.18.
21. *Ibid.* p. 27.
22. *Ibid.* p. 36.
23. Cité dans P. Joannon, *op.cit.*, p. 447.
24. Cité dans J. Guiffan, *op. cit.*, p. 88.
25. R. Kee, *op. cit.*, p. 570.
26. Maurice Goldring, *Le drame irlandais*, Paris, Bordas, 1972 p. 103.
27. Cité dans J, Guiffan, *op. cit.*, p.93.